

moment, je ne vois pas l'honorable représentante. La question pourrait peut-être être considérée comme préavis?

Comme le public s'inquiète présentement de la teneur canadienne des programmes de la radiodiffusion, teneur qui serait très faible, l'honorable représentante voudrait-elle réunir sous peu le comité de la radiodiffusion et de la télévision, des films et de l'assistance aux arts, pour qu'il examine ce point?

### LE CODE CRIMINEL

#### RENVOI DE BILLS PRIVÉS À UN COMITÉ PERMANENT

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. J. M. Forrestall (Halifax):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme il semble régner une certaine confusion quant à la date où le gouvernement abordera le sujet de l'avortement, le ministre indiquerait-il à la Chambre si le gouvernement défèrera bientôt à un comité permanent de la Chambre les deux bills d'initiative parlementaire et certaines opinions sur le sujet?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Mon honorable ami me permettrait-il de répondre demain à cette question? Je pense que nous parlerons de la chose demain matin au cabinet.

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, en répondant à la question, le premier ministre voudrait-il dire à la Chambre à quel moment particulier de la session actuelle nous traiterons d'autres questions sociales comme le divorce, la régulation des naissances et la peine capitale?

**Le très hon. M. Pearson:** Il serait peut-être préférable que le leader de la Chambre communique avec les leaders des autres partis, en vue d'établir un horaire pour la session actuelle, en tenant compte des éléments imprévisibles.

### LA CHAMBRE DES COMMUNES

#### LA PRÉSENCE DES MINISTRES PENDANT LA PÉRIODE DES QUESTIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. G. H. Aiken (Parry-Sound-Muskoka):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Je tiens à signaler tout d'abord que sept ou huit ministres qui détiennent des portefeuilles importants sont absents en ce premier jour de la session. Le premier ministre voudrait-il essayer de s'assurer que ses ministres soient là durant la première semaine de la session qui vient de reprendre,

pour répondre aux questions qui ont surgi pendant le congé?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, j'ai déjà signalé que tous les ministres absents aujourd'hui s'occupent ailleurs d'affaires d'État importantes, sauf l'un d'entre eux qui est souffrant. Si les députés pouvaient donner préavis aux ministres des questions qu'ils désirent poser, en supposant qu'elles soient vraiment importantes, cela faciliterait les choses.

### LES AFFAIRES INDIENNES

#### CRÉATION DE LA COMMISSION DES RÉCLAMATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. W. H. A. Thomas (Middlesex-Ouest):** Monsieur l'Orateur, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien est-il maintenant en mesure de dire à la Chambre quand sera établie la Commission des réclamations des Indiens depuis longtemps attendue?

**L'hon. Arthur Laing (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne la Commission des réclamations des Indiens, la situation n'a pas changé depuis l'ajournement de la Chambre pour les vacances d'été. Les Indiens de la Colombie-Britannique demandent encore que la Commission ne soit pas instituée avant qu'ils aient l'occasion de discuter de la question des terres en Colombie-Britannique. Je leur ai répété que nous ne pouvions attendre beaucoup plus longtemps et qu'il nous faudrait probablement présenter le bill au plus tard le printemps prochain.

**L'hon. R. A. Bell (Carleton):** J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre sera-t-il en mesure de présenter, au cours de cette session du Parlement, la modification à la loi sur les Indiens?

**L'hon. M. Laing:** Monsieur l'Orateur, il s'agit là de priorités. Si nous disposons rapidement des questions prioritaires, il est très possible que nous puissions aborder la loi sur les Indiens. A l'heure actuelle, mes fonctionnaires en discutent avec des représentants du Conseil consultatif des Indiens du Canada.

**M. Thomas (Middlesex-Ouest):** Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il serait prêt à fixer une date limite pour la présentation des revendications des Indiens de la Colombie-Britannique, afin qu'on puisse établir la Commission des réclamations des Indiens.

**L'hon. M. Laing:** Monsieur l'Orateur, n'importe laquelle de mes déclarations aux Indiens de la Colombie-Britannique nous permettrait de le faire.